

Le *tesbih* et l'iPhone : islam politique et libéralisme en Turquie

Par **Max-Valentin Robert**

Max-Valentin Robert est doctorant en science politique au laboratoire Politiques publiques, action politique et territoires (PACTE). Il est également contributeur à l'Observatoire de la vie politique turque (OVIPOT) et à Mundeos¹.

Jusqu'à la fin des années 1990, le discours économique porté par l'islam politique turc se caractérisait par son antilibéralisme. En acceptant l'économie de marché et en se faisant le porte-parole des « tigres anatoliens », l'AKP a donc incarné une rupture idéologique avec ses prédécesseurs islamistes. Toutefois, l'hétérogénéité de sa base électorale oblige ce parti à maintenir une ambivalence discursive sur l'UE et la globalisation.

politique étrangère

L'influence de la religion sur le comportement économique constitue une thématique de recherche récurrente pour les sciences sociales. Ainsi Max Weber attribuait-il l'apparition du capitalisme à l'émergence de la pensée protestante². Plusieurs décennies plus tard, Gerhard Lenski comparait les attitudes respectives des juifs, des catholiques et des protestants américains à l'égard de l'économie et du travail³. Puis, dans un double contexte de réaffirmation confessionnelle et de diffusion du libéralisme après la chute de l'URSS, un ouvrage dirigé par Richard Roberts tenta de réinterpréter les relations des diverses éthiques religieuses à l'économie de marché⁴. En outre, Luigi Guiso, Paola Sapienza et Luigi Zingales ont montré que la religiosité alimentait une interprétation individualisante de la pauvreté, ainsi qu'un attachement au modèle libéral et une certaine hostilité à l'égard du travail des femmes⁵.

1. Le titre de cet article fait référence au *tesbih*, nom du chapelet traditionnel turc (NDLR).

2. M. Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 2010.

3. G. Lenski, *The Religious Factor: A Sociological Study of Religion's Impact on Politics, Economics, and Family Life*, New York, Doubleday, 1961.

4. R. H. Roberts (dir.), *Religion and the Transformation of Capitalism. Comparative Approaches*, Londres, Routledge, 1995.

5. L. Guiso, P. Sapienza et L. Zingales, « People's Opium? Religion and Economic Attitudes », *Journal of Monetary Economics*, vol. 50, n° 1, 2003, p. 249-250.

Plus spécifiquement, il existe une abondante littérature sur le rapport de l'islam au capitalisme. Celle-ci s'est progressivement détachée des thèses weberiennes (qui percevaient la culture musulmane et l'économie de marché comme étant incompatibles⁶), au profit d'une approche relativisant le poids du facteur religieux⁷. De plus, Rodney Wilson a souligné l'émergence d'une nouvelle interprétation de l'islam, pleinement adaptable au capitalisme⁸. Toutefois, la relation entre islam politique et libéralisme s'avère être moins étudiée. Or le recours à la littérature précédemment mentionnée, bien que nécessaire, ne saurait suffire à analyser le rapport qu'entretient l'islamisme à l'économie de marché (l'islam et l'islamisme correspondant à deux réalités sociales distinctes : religieuse pour l'un, politique pour l'autre). L'islamisme turc s'avère donc être un cas d'étude particulièrement pertinent : en Turquie, la permanence relative de la démocratie permet d'analyser l'évolution du discours économique des partis se revendiquant de l'islam politique.

Necmettin Erbakan et l' « ordre économique juste »

L'hostilité à l'économie de marché est une caractéristique récurrente des mouvements islamistes. Rappelons que le marxisme fut reformulé dans une optique religieuse par certains théoriciens iraniens à la veille de la révolution de 1979. De même, les Frères musulmans égyptiens défendaient initialement un socialisme islamique. Un phénomène similaire a également impacté la Turquie des années 1970 : les idéologies islamiste et marxiste « convergeaient dans leur opposition au capitalisme et à la domination économique occidentale⁹ ».

L'affirmation de l'islamisme turc n'aurait sans doute pas été possible sans l'apparition de Necmettin Erbakan sur la scène politique. Soutenu par le Parti de la Justice (*Adalet Partisi* – AP) du Premier ministre Süleyman Demirel, cet ingénieur de formation fut nommé en 1966 à la direction du Département d'industrie de l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie (*Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği* – TOBB), avant de se voir attribuer un siège au conseil d'administration de cette même institution. Élu secrétaire général de la TOBB en 1967, il tenta de se faire élire à sa présidence en mai 1969. Soutenu par les petits entrepreneurs d'Anatolie, mais perçu avec méfiance par les grands industriels d'Istanbul et d'Izmir, il fut élu mais le

6. B. S. Turner, « Islam, Capitalism and the Weber Theses », *The British Journal of Sociology*, vol. 25, n° 2, 1974, p. 230-243.

7. M. Rodinson, *Islam et capitalisme*, Paris, Seuil, 1966.

8. R. Wilson, « Islam and Business », *Thunderbird International Business Review*, vol. 48, n° 1, 2006, p. 109-123.

9. D. Yankaya, *La Nouvelle bourgeoisie islamique. Le modèle turc*, Paris, PUF, 2013, p. 41.

gouvernement AP invalida son élection. Erbakan se porta ensuite candidat aux primaires organisées à Konya par la branche locale de l'AP, en prévision des élections législatives du 12 octobre 1969. Écarté par Demirel mais bénéficiant de l'appui des commerçants locaux, l'ex-secrétaire général de la TOBB se présenta en tant que candidat « indépendant », parvint à se faire élire député de Konya, et créa en janvier 1970 le Parti de l'Ordre National (*Milli Nizam Partisi* – MNP).

La vision économique d'Erbakan se caractérisait par un éloge du petit commerce, couplé à une violente critique des grands conglomérats industriels. Le nouveau député de Konya décrivait la situation de l'économie turque en ces termes : « Le système économique fonctionne au profit des hommes d'affaires des grandes villes. [...] L'argent accumulé dans les banques d'Anatolie est l'épargne du peuple d'Anatolie, mais il est distribué aux commerçants des grandes villes sous forme de crédits¹⁰. » En outre, l'ex-secrétaire général de la TOBB s'opposait au rapprochement entre la Turquie et la Communauté économique européenne (CEE), qu'il percevait comme un « club chrétien », et prônait la constitution d'un marché commun avec les autres pays musulmans. L'anti-européisme du Parti de l'Ordre/du Salut National¹¹ (*Milli Selamet Partisi* – MSP) s'appuyait sur un discours protectionniste : les porte-paroles du MNP/MSP redoutaient une exploitation des ressources et de la main-d'œuvre turques au profit des entreprises européennes. *A contrario*, Erbakan « mettait l'accent sur la nécessité de bâtir une industrie lourde nationale [...]. Dans ce domaine, le Japon et l'Inde qui avaient su profiter de la technologie et du savoir-faire occidentaux pour bâtir une industrie nationale sans se faire écraser sous le poids du capital étranger, étaient ses exemples préférés¹² ».

Éloge du petit commerce, critique des conglomérats

Sur le plan social, Erbakan assignait un rôle moteur à l'État. En témoigne l'article 17 du programme du MNP : « La vie et la santé des citoyens sont sous la garantie de l'État. [...] Nous sommes décidés à fonder une organisation d'aide sociale qui fonctionnera sur tout le territoire du pays avec les contributions matérielles des organes étatiques, des municipalités, des citoyens et des fondations pieuses, et le soutien moral et spirituel de la

10. Cité dans E. Atuk, *Les Partis de « Vision nationale » : des partis « janus » dans le système politique turc*, thèse de doctorat en science politique dirigée par Pierre Bréchon, IEP de Grenoble, 2009, p. 51.

11. Le 20 mai 1971, la Cour constitutionnelle prononça la dissolution du MNP, accusé d'avoir violé les articles 92, 93 et 94 de la loi sur les partis politiques, ainsi que les articles 2, 19 et 57 de la Constitution. Erbakan créa donc (le 11 octobre 1972) le Parti du Salut National, qui se posa en successeur du Parti de l'Ordre National. *Ibid*, p. 54-55.

12. *Ibid*, p. 52.

Direction des affaires religieuses¹³. » Dans le contexte de la guerre froide, le MSP affichait toutefois un anticommunisme virulent. Si le libéralisme était critiqué comme cheval de Troie des *trusts* étrangers, le marxisme était réfuté en tant qu'antichambre de l'athéisme. En réaction à ces deux systèmes, Erbakan se faisait l'avocat d'un « ordre économique juste » (*adil ekonomik düzen*). Cette notion était au cœur du discours du Parti de la Prospérité (*Refah Partisi* – RP), fondé par Erbakan après le régime militaire de 1980-1983. L'« ordre juste » proclame « la défense de la libre initiative et la protection paternaliste des pauvres et des démunis (veuves, orphelins). Il passe par l'éradication des “microbes” qui ont contaminé la société, comme le prêt avec intérêt et les impôts excessifs¹⁴ ». Tout en se présentant comme les porte-paroles des petits entrepreneurs, certains leaders du *Refah* allaient jusqu'à se déclarer anticapitalistes, et annonçaient la « fin de l'exploitation ». En outre, Erbakan envisageait un contrôle étatique des prix, et estimait que les taux de profit et les salaires pouvaient être fixés « scientifiquement » par des universitaires familiers de la pensée islamique.

Toutefois, à partir de la fin des années 1990, deux mouvances rivales s'affirmèrent au sein de l'ancien Parti de la Prospérité, devenu Parti de la Vertu (*Fazilet Partisi* – FP) en 1998¹⁵. Une tendance libérale, « modérée » et pro-européenne (dirigée par Recep Tayyip Erdogan) s'opposait à l'islamisme « orthodoxe » incarné par les fidèles d'Erbakan. Or, le 22 juin 2001 la Cour constitutionnelle ordonna la dissolution du *Fazilet* : les « traditionalistes » se structurèrent dès lors autour du Parti de la Félicité (*Saadet Partisi* – SP), tandis que les « modernistes » fondèrent le Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi* – AKP). Les électeurs turcs optèrent pour la seconde option, en accordant (lors des législatives de 2002) 34,3 % des suffrages exprimés à l'AKP.

Le Parti de la Justice et du Développement : entre paternalisme et libéralisme

Commentant l'arrivée de l'AKP au pouvoir, l'industriel Sabanci déclara : « Nous remontons [...] dans le train du développement, pour progresser sur la voie de l'Union européenne¹⁶. » Cet enthousiaste commentaire illustre l'optimisme des milieux d'affaires après le scrutin de 2002. Certes, le discours du Parti de la Justice et du Développement conserve (sur les

13. *Ibid.*, p. 191.

14. N. Cheviron et J.-F. Pérouse, *Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?*, Paris, Éditions François Bourin, 2016, p. 107.

15. Le 16 janvier 1998, la Cour constitutionnelle avait interdit le *Refah*, accusé d'avoir été un « foyer d'activités contraires au principe de laïcité » (cité dans E. Atuk, *Les Partis de « Vision nationale »*, *op. cit.*, p. 147).

16. Cité dans N. Cheviron et J.-F. Pérouse, *Erdogan*, *op. cit.*, p. 211.

thématiques économiques) certaines formules inspirées d'un paternalisme islamisant. Jenny White résume ainsi cette rhétorique comme « une forme spéciale de réseau qui réactive une nostalgie de l'assistance mutuelle, du bon voisinage, des relations de proximité, d'une communauté islamique idéalisée. Les relations capitalistes et les rapports patrons-clients [...] sont dépeints comme des économies de l'affection fondées sur la famille, le bon voisinage ainsi que sur l'“amour” islamique (*sevgi*) et le service (*hizmet*)¹⁷ ». Si une certaine hausse des dépenses sociales a bien eu lieu depuis l'élection de l'AKP¹⁸, elle s'accompagne d'une cogestion de la politique de redistribution avec des organisations religieuses proches du pouvoir islamo-conservateur. En outre, la codirection de certains dispositifs sociaux municipaux par les branches locales du parti permet d'asseoir le pouvoir de l'AKP, celui-ci étant perçu comme un pourvoyeur de services publics¹⁹.

Le Parti de la Justice et du Développement se distingue néanmoins de ses prédécesseurs islamistes par une acceptation de la globalisation, ainsi que des thèses libérales en économie. Son programme de 2002 reconnaissait l'économie de marché et l'initiative privée, plaidait pour un retrait de l'État de l'activité économique, défendait une politique de compétitivité et de soutien aux exportations, envisageait un accroissement de la productivité à travers un recours au secteur financier, ou encore valorisait le rôle des investissements étrangers dans le développement de l'économie turque²⁰. En outre, dans sa profession de foi de la même année, l'AKP se fixait pour objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises exportatrices en diminuant leur fiscalité²¹.

L'étude du rôle joué par les organisations internationales dans la diffusion du néo-libéralisme est au cœur de multiples travaux²². Or, dans son programme de 2002, le mouvement islamo-conservateur déclarait :

17. J. White, *Muslim Nationalism and the New Turks*, Princeton, Princeton University Press, 2013, p. 174.

18. Si le pourcentage des dépenses sociales dans le produit intérieur brut a augmenté sous le gouvernement de l'AKP, celui-ci reste néanmoins inférieur à la moyenne des dépenses sociales de l'ensemble des pays membres de l'OCDE. La part de ces dépenses est passée de 7,7 % à 10,3 % entre 2000 et 2005, pour atteindre 12,8 % en 2010, 13,4 % en 2013 et 13,5 % en 2014. Toutefois, le chiffre correspondant était en 2014 de 21,1 % en moyenne pour l'ensemble des États membres de l'OCDE. Données disponibles sur : <<https://stats.oecd.org>>.

19. E. Massicard, « Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ? », *Les Études du CERI*, n° 205, juillet 2014, p. 30-31.

20. AK Parti, *Kalkınma ve Demokratikleşme programı*, 2002, p. 33-37. Voir aussi M. Sönmez, « AK Parti ve ekonomik programı », *Radikal*, 12 août 2002, p. 9.

21. AK Parti, *Seçim Beyannamesi - Her Sey Türkiye İçin !*, 2002, p. 60.

22. B. A. Simmons, F. Dobbin et G. Garrette, « Introduction: The International Diffusion of Liberalism », *International Organization*, vol. 60, n° 4, octobre 2006, p. 781-810 ; J. E. Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, New York, W. W. Norton & Company, 2003 ; Y. Dezalay et B. Garth, « Le “Washington consensus”. Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 121, n° 1, mars 1998, p. 3-22.

«[Les] relations [de la Turquie] avec l'Union européenne, la Banque mondiale, le FMI et les autres organisations internationales doivent être maintenues, dans l'intérêt de nos besoins économiques et pour nos intérêts nationaux²³. » Après son élection, le Parti de la Justice et du Développement s'aligna donc sur les recommandations économiques de la Banque mondiale et du FMI. De plus, dans son manifeste de 2002, l'AKP affirmait : « L'intégration pleine et entière à l'Union européenne [...] est

L'UE légitime les privatisations

notre principal objectif²⁴. » Dans ce même texte, le mouvement islamo-conservateur annonçait une accélération des privatisations²⁵. L'ouverture officielle, en 2004, des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'UE est venue légitimer le recours aux désétatisations, prônées notamment par la Commission européenne. On estime que plus de 70 % des privatisations menées depuis le milieu des années 1980 ont été effectuées durant la période AKP. Ainsi, tandis que la somme des revenus générés par ces ventes s'élevait à 8 milliards de dollars entre 1986 et 2002, elle atteignait 28,5 milliards entre 2002 et 2009²⁶. La perspective d'adhésion constitua donc une fenêtre d'opportunité pour les velléités réformatrices de l'AKP.

D'autres exemples témoignent de cette approche libérale portée par le Parti de la Justice et du Développement. Ce dernier affiche, à travers plusieurs mesures comme l'amnistie fiscale de 2003 ou la réforme bancaire de 2004, une volonté de soutien aux PME. On relève également une certaine « managérialisation » des entreprises publiques depuis 2002. En outre, les gouvernements AKP successifs ont poursuivi la mise en place de mécanismes de transferts conditionnels en espèces. Une telle politique illustre par ailleurs la prégnance du concept de « citoyenneté active²⁷ » dans le référentiel du parti. Pour Seda Demiralp, la conversion des élites islamistes turques au libéralisme s'explique par la composition sociologique des cadres de l'AKP : l'insertion de leurs activités professionnelles au sein de l'économie de marché aurait contribué à la marginalisation progressive des thèses d'Erbakan²⁸. Ainsi, sur les 317 députés du Parti de

23. AK Parti, *Kalkınma ve Demokratikleşme programı*, op. cit., p. 34.

24. AK Parti, *Secim Beyannamesi - Her Sey Türkiye için !*, op. cit., p. 44.

25. *Ibid.*, p. 52, 61 et 63.

26. S. Balkan Sahin, «Privatization as a Hegemonic Process in Turkey», *Journal of Contemporary European Studies*, vol. 18, n° 4, 2010, p. 489-490.

27. Sur cette notion, voir F. Kartal, «Privatized Citizenship: Transformation of Health Care Policies in Turkey», *TODAİE's Review of Public Administration*, vol. 3, n° 2, juin 2009, p. 29-30.

28. S. Demiralp, «The Rise of Islamic Capital and the Decline of Islamic Radicalism in Turkey», *Comparative Politics*, vol. 41, n° 3, avril 2009, p. 317-318 et p. 320.

la Justice et du Développement, 37 ont exercé la profession d'industriel ou d'homme/femme d'affaires²⁹.

La théorie de l'*Advocacy Coalition Framework* (ACF) nous permet de mieux appréhender cette libéralisation du discours économique porté par l'islam politique turc : « L'explication fondamentale [des] changements [de politique gouvernementale] repose sur la compétition entre des coalitions (ou groupes d'acteurs), chacune étant composée d'acteurs issus de multiples horizons [...] et partageant un même système de croyances³⁰. » Or Joshua Hendrick a pu mettre en évidence l'émergence, à partir du début des années 2000, d'une coalition démocrato-conservatrice, dont l'un des piliers centraux était – bien évidemment – l'AKP sur le plan politique³¹. Cette nouvelle coalition disposait d'un relais dans le secteur économique, *via* l'organisation patronale MÜSIAD (*Müstakil Sanayici ve Isadamlari Dernegi* – Association des industriels et hommes d'affaires indépendants). C'est à travers le MÜSIAD que se structura l'une des bases électorales du Parti de la Justice et du Développement : la « nouvelle bourgeoisie islamique³² ».

L'éthique musulmane et l'esprit du capitalisme

Comme le rappelle Dilek Yankaya : « L'affinité entre ces deux organisations [l'AKP et le MÜSIAD] se manifeste par leur ambition de représentation politique. L'AKP est le représentant des nouvelles classes moyennes culturellement conservatrices [...] et économiquement libérales. Le MÜSIAD se présente aussi comme le porte-parole du "capital anatolien" [...]. Ils apparaissent donc comme des organisations jumelles, défendant les intérêts des groupes sociaux pieux en voie de modernisation et sur le chemin d'une ascension sociale en phase avec la globalisation³³. » On relève d'ailleurs une certaine porosité entre les deux mouvements : lors des élections législatives du 1^{er} novembre 2015, plusieurs membres de cette organisation patronale ont été élus députés (notamment à Konya, Malatya, Elazig et Gaziantep) sous les couleurs du mouvement islamo-conservateur³⁴.

La « nouvelle bourgeoisie islamique » a bénéficié d'un contexte politico-économique favorable après la victoire de Turgut Özal et de son Parti de la

29. Les biographies des députés turcs sont consultables sur le site de la Grande Assemblée nationale de Turquie (*Türkiye Büyük Millet Meclisi* – TBMM) : <www.tbmm.gov.tr>.

30. D. Saint-Pierre, « La politique culturelle du Québec de 1992 et l'Advocacy Coalition Framework (ACF) : Une étude de cas dans le domaine de la culture », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 37, n° 3, septembre 2004, p. 564-656.

31. J. D. Hendrick, « Globalization, Islamic Activism, and Passive Revolution in Turkey: the Case of Fethullah Gülen », *Journal of Power*, vol. 2, n° 3, 2009, p. 359-360.

32. D. Yankaya, *La Nouvelle bourgeoisie islamique*, *op. cit.*

33. *Ibid*, p. 126.

34. Se référer au site de la TBMM, disponible sur : <www.tbmm.gov.tr>.

Mère-Patrie (*Anavatan Partisi* – ANAP), lequel obtint 45,1 % des suffrages exprimés aux législatives de 1983. Le passage d'un étatismes relativement protectionniste à un libéralisme tourné vers les marchés extérieurs fut au cœur des années ANAP. Özal se faisait le chantre du marché et de la dérégulation, promouvait les PME exportatrices et affichait une certaine europhilie. C'est dans ce contexte qu'émergea, à partir des années 1990, une nouvelle catégorie d'entrepreneurs conservateurs d'origine anatolienne, caractérisés par leur désir de conjuguer éthique islamique et acceptation du libre-échange. Cette bourgeoisie conservatrice affichait une certaine ouverture à l'export, et a constitué le fer de lance du développement des « tigres anatoliens ». Dilek Yankaya remarque l'existence (dans ce milieu) d'un capital social³⁵ ayant deux capacités fondamentales : une « capacité

Le rôle des « tigres anatoliens »

de marchandisation symbolique pour créer une dynamique de collaboration », et une « capacité de rentabilisation sociale en vue de l'insertion de l'entrepreneur dans les niches économiques³⁶ ». En témoigne par exemple l'affiliation au MÜSIAD : « Le marché capitaliste oblige l'entrepreneur à prendre des risques dans un environnement compétitif, parfois sans qu'il ait suffisamment de compétences techniques, de sources de financement ou d'informations sur le marché. À cela s'oppose la convivialité du [MÜSIAD] qui, en faisant bénéficier ses membres d'une ambiance non compétitive, solidaire et sincère, favorise l'échange d'expériences et le partage de l'information³⁷. » Il ne s'agit pas ici d'un *calcul* mais d'un *qualcul*³⁸ : le choix du partenaire économique ne se fait pas seulement pour des raisons de stricte rentabilité, mais s'effectue aussi à travers la sélection de collaborateurs partageant des *qualités* communes (en l'occurrence, le respect des valeurs musulmanes).

L'adhésion du MÜSIAD, en 2003, à la CEA-PME (Confédération européenne des associations de petites et moyennes entreprises) illustre le tournant relativement pro-européen de la « nouvelle bourgeoisie islamique ». Relevons aussi qu'en 2009, les quatre premiers pays destinataires des exportations turques étaient des membres de l'Union européenne³⁹. Les stratégies exportatrices développées par ces entrepreneurs traditionalistes

35. Nan Lin définit le capital social comme un ensemble de « ressources intégrées dans une structure sociale qui sont accessibles et/ou mobilisées dans des actions intentionnelles » (N. Lin, « Building a Network Theory of Social Capital », *Connections*, vol. 22, n° 1, 1999, p. 35). Se référer également à R. D. Putnam (dir.), *Democracies in Flux: The Evolution of Social Capital in Contemporary Society*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

36. D. Yankaya, *La Nouvelle bourgeoisie islamique*, op. cit., p. 70.

37. *Ibid.*, p. 155.

38. F. Cochoy, *Une sociologie du packaging, ou l'âne de Buridan face au marché*, Paris, PUF, 2002.

39. G. B. Özcan et H. Turunç, « Economic Liberalization and Class Dynamics in Turkey », *Insight Turkey*, vol. 13, n° 3, 2011, p. 79.

expliquent l'attachement de ces derniers à la mondialisation, et leur soutien au rapprochement avec l'UE. L'insertion de cette nouvelle classe entrepreneuriale dans la globalisation tend d'ailleurs à produire une certaine individualisation du rapport à la religion⁴⁰. Ce phénomène n'est pas sans susciter l'aversion de fractions plus « radicales » de l'islam politique turc. Par exemple, l'apparition de nouvelles pratiques vestimentaires autour du voile subit la critique de certains penseurs islamistes, comme Faruk Beser⁴¹. L'existence de ces deux tendances opposées contribue à expliquer l'ambiguïté du discours de l'AKP.

Un AKP bénéficiaire et prisonnier de l'hétérogénéité de son électorat

La mouvance islamiste turque s'est souvent caractérisée par l'hétérogénéité sociologique de sa base électorale. Le *Refah* réussissait à séduire aussi bien la bourgeoisie traditionaliste ascendante que les milieux populaires défavorisés, les gagnants que les perdants de l'ouverture à la globalisation. Le Parti de la Justice et du Développement semble s'inscrire dans cette continuité : si cette formation parvient à bénéficier du soutien des entrepreneurs précédemment évoqués, elle réussit aussi à s'appuyer sur un électorat d'origine plus modeste, *via* un recours à une conception paternaliste de la solidarité. En outre, le conservatisme sociétal de l'AKP contribue à unifier les différentes composantes sociales du vote islamo-conservateur. L'eupéanisation et la globalisation pourraient pourtant constituer, dans un proche avenir, une pomme de discorde au sein de cet électorat.

Dès 2002, une opposition latente à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne était perceptible parmi les électeurs du Parti de la Justice et du Développement⁴². On relève aussi, depuis le milieu des années 2000, une certaine affirmation de la tendance eurosceptique et nationaliste au sein de l'AKP⁴³. De même, Erdogan a évoqué (à plusieurs reprises) la tenue d'un référendum sur la poursuite des négociations d'adhésion. Enfin, l'actuel rapprochement du Parti de la Justice et du Développement avec le Parti d'Action Nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi* – MHP) pourrait

40. J. White, *Muslim Nationalism and the New Turks*, *op. cit.*, p. 170-171. Voir aussi D. Yankaya, *La Nouvelle bourgeoisie islamique*, *op. cit.*, p. 212.

41. F. Beser, « Tesettürün modası olamaz mi ? », *Yeni Safak*, 1^{er} avril 2016, disponible sur : <www.yenisafak.com>.

42. C. Baslevant, H. Kirmanoglu et B. Senatalar, « Empirical Investigation of Party Preferences and Economic Voting in Turkey », *European Journal of Political Research*, vol. 44, n° 4, juin 2005, p. 558.

43. M. Ugur et D. Yankaya, « Policy Entrepreneurship, Policy Opportunism, and EU Conditionality: The AKP and TÜSİAD Experience in Turkey », *Governance: An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, vol. 21, n° 4, octobre 2008, p. 593-594.

nuire aux relations entre la Turquie et l'UE. Toutefois, ce dernier parti ne se caractérise pas par une hostilité frontale à la globalisation économique, et a pu parfois faire preuve de pragmatisme sur la question européenne⁴⁴. D'autres aspects sociopolitiques pourraient inciter à relativiser le risque d'un repli nationaliste de la part du gouvernement AKP.

En premier lieu, rappelons que l'adhésion à l'UE fait toujours partie du programme de cette formation⁴⁵, et que la conversion des islamo-conservateurs turcs au libéralisme et à l'europhilie s'est inscrite dans une entreprise d'apaisement des milieux d'affaires. En adoptant une attitude plus anti-européenne, le Parti de la Justice et du Développement pourrait donc s'aliéner le soutien des entrepreneurs exportateurs issus des « tigres anatoliens » (qui, comme nous l'avons précédemment constaté, constituent une proportion non négligeable du personnel politique de l'AKP). Du fait de l'hétérogénéité sociologique de sa base électorale, le Parti de la Justice et du Développement est donc contraint de maintenir une certaine ambivalence dans son discours économique. En témoigne l'oscillation de la rhétorique d'Erdogan entre une acceptation de la globalisation libérale et un tiers-mondisme aux accents « erbakaniens ». Loin d'être accidentelle, cette ambiguïté relève sans nul doute d'un impératif stratégique pour la synthèse des droites turques qu'incarne l'AKP.

En effet, la formation islamo-conservatrice ne s'appuie pas seulement sur le vote des anciens fiefs du *Refah/Fazilet*, mais bénéficie également du soutien des électeurs de centre-droit, qui votaient précédemment pour l'ANAP ou le Parti de la Juste Voie (*Dogru Yol Partisi* – DYP). L'autoritarisme croissant du gouvernement AKP peut s'expliquer par la crainte d'une dislocation de cette base électorale composite qui rassemble conservateurs modérés, libéraux et islamistes (ainsi qu'une fraction de l'électorat nationaliste). Le Parti de la Justice et du Développement semble, d'ailleurs, redouter l'apparition de dissensions internes : les divergences croissantes entre Recep Tayyip Erdogan et son Premier ministre Ahmet Davutoglu ont conduit en mai 2016 au départ de ce dernier au profit de Binali Yildirim, jugé plus loyal envers le président.

En renforçant les prérogatives du pouvoir exécutif, le projet de réforme constitutionnelle actuellement débattu aurait pour conséquence indirecte une accentuation de l'emprise d'Erdogan sur l'AKP (ce qui rendrait difficile l'émergence de tendances dissidentes au sein du parti). L'arrestation,

44. M.-V. Robert, « Le Parti d'action nationaliste (MHP) : un national-populisme à la turque (1/2) », *Observatoire de la Vie Politique Turque*, 1^{er} juin 2016, disponible sur : <<https://ovipot.hypotheses.org>>.

45. AK Parti, *Tüzük – Program (Kalkinma ve Demokratiklesme Programi)*, janvier 2016, p. 138 et 190.

dans la nuit du 3 au 4 novembre 2016, de 12 députés du HDP (*Halkların Demokratik Partisi* – Parti Démocratique des Peuples) peut être aussi interprétée comme une velléité de contrôle de l'offre électorale par le pouvoir islamo-conservateur – ce mouvement pro-kurde constituant le principal rival de l'AKP dans les provinces du Sud-Est. L'autoritarisme constituerait donc une ressource pour le Parti de la Justice et du Développement, face à d'éventuels risques de scissions que pourrait alimenter l'hétérogénéité de sa base électorale.



Mots clés

Turquie
AKP
Islam politique
Libéralisme